LETTRE D'INFORMATION N° 17 - FEVRIER 2013

MANAGEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

LE RESEAU DES CADRES ET DE L'EXPERTISE TERRITORIALE

Sommaire

À LA UNE
AGENDA
MANAGEMENT
POLITIQUE ET STRATÉGIE RH
DIALOGUE SOCIAL
GESTION DES EMPLOIS ET COMPÉTENCES
SANTE ET SECURITÉ AU TRAVAIL
GESTION STATUTAIRE - RETRAITE

À LA UNE

En 2010, les salaires baissent de 0,2 % en euros constants

En 2010, le salaire mensuel net en équivalent temps plein (EQTP) d'un agent travaillant dans la fonction publique territoriale (FPT) est en moyenne de 1 800 euros. Ce salaire net moyen augmente de 1,3 % en euros courants entre 2009 et 2010, soit une baisse de 0,2 % en euros constants, compte tenu de l'inflation (+ 1,5 % en 2010). En euros constants, le salaire net moyen augmente de 0,4 % pour les titulaires, tandis qu'il baisse de 1,9 % pour les non-titulaires.
INSEE, 9 janvier 2013

Quel est l'impact des TIC sur les conditions de travail dans la fonction publique ?

L'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) a modifié les conditions de travail des agents publics. Travail facilité, réduction du temps gestionnaire, mais aussi contrôle accru des missions et isolement possible au travail… Cette note vise dans un premier temps à dresser un état des lieux statistiques des TIC et, dans un second temps, à analyser leurs avantages et leurs inconvénients dans la fonction publique.
Centre d'analyse stratégique, Note d'analyse n° 318, janvier 2013

Retraites : un état des lieux du système français

Ce rapport, ainsi que le précédent adopté en décembre 2012 "Retraites : perspectives 2020, 2040 et 2060", constituent les bases d'un diagnostic qui fixe des points de repère aux décideurs pour faire évoluer notre système de retraite. Ce second rapport le complète, notamment en posant plus largement la question de la pérennité financière du système de retraite, qui est l'un des objectifs poursuivis, et en examinant les autres questions que ce système soulève en regard des autres objectifs définis par la loi : maintien d'un niveau de vie, satisfaisant des retraités, lisibilité et transparence, équité intergénérationnelle, solidarité intra-générationnelle, pérennité financière, progression du taux d'emploi des personnes de plus de 55 ans, et réduction des écarts de pension entre les femmes et les hommes.
Conseil d'orientation des retraites, 22 janvier 2013

AGENDA

Accompagner les cadres de proximité dans leur prise de fonction, un enjeu stratégique
Journée d'actualité du CNFPT, 19 mars 2013 à Pantin
Programme - Inscription

MANAGEMENT

Administrer autrement : pourquoi ?
La conversion économique et sociétale, ça vous parle ? Si l'on vous dit la meilleure combinaison des facteurs humains, économiques, sociaux et environnementaux ? Bref, faire les bons calculs pour administrer autrement et ... encore plus efficacement.
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 5 décembre 2012
Synthèse de l'atelier

Agents et TIC : jouer perso ou collectif ?
L'introduction des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les organisations de travail est susceptible d'y bouleverser fortement les pratiques, notamment managériales. Bien que ces outils numériques – réseaux sociaux, etc. – soient parfaitement intégrés dans la vie personnelle des agents publics, leur utilisation dans un cadre professionnel suscite parfois la méfiance, car représentant pour certains un risque de dysfonctionnement voire de désorganisation des services.
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 6 décembre 2012
Synthèse de l'atelier

La charte d'encadrement, un outil pour les managers
Gazette des Communes, 14 janvier 2013, p. 56-57
Destinées à fournir une culture de management aux chefs de service, les chartes d'encadrement qui fleurissent dans les collectivités sont plus ou moins efficaces. Elles permettent de donner du sens et d'affirmer des principes communs.

Quel rôle des managers dans la « coopétition » des territoires ?
Symposium de l'ADT Inet et de l'Institut Supérieur de Management de l'Université de Saint-Quentin en Yvelines, 5 février 2013
Compte-rendu et contributions

L'accordeur de talents : optimiser la performance d'une équipe
Jean-Pierre Doly
Dunod, 2012 – 167 p.



Il est désormais admis que c'est de la qualité des rapports entre les personnes que dépend la performance de l'organisation. Et que c'est bien dans l'optimisation des atouts et des talents de chacun que se joue la réussite collective. Pour y parvenir, le manager doit être non seulement un détecteur, mais aussi un véritable « accordeur de talents », afin que la partition soit bien jouée, sans fausses notes ni grincements. Le manager doit être choisi pour son enthousiasme, mais avant tout pour sa capacité à susciter celui de ses collaborateurs.

POLITIQUE ET STRATÉGIE RH

La réforme de la décentralisation, "première étape de la MAP des territoires"

"La MAP, c'est mon cap. Elle couvre toute l'action de mon ministère, un ministère au périmètre inédit, avec ses trois piliers", a insisté Marylise Lebranchu ce 29 janvier en présentant ses vœux à la presse. MAP pour "modernisation de l'action publique", ce nouveau vocable imaginé pour chasser les mauvais souvenirs laissés par la RGPP…
Localtis, 29 janvier 2013

Marylise Lebranchu annonce un projet de loi de modernisation du statut

La ministre en charge de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, a annoncé jeudi 17 janvier, lors de ses voeux aux partenaires sociaux, qu'elle souhaitait "soumettre à la concertation prochainement" un projet de loi "qui portera spécifiquement sur la fonction publique".
Localtis, 18 janvier 2013

Le président du CNFPT fait 46 propositions pour améliorer le statut

Le projet de loi sur la décentralisation devra adapter, et parfois simplifier, les règles statutaires concernant les agents, plaide François Deluga dans une contribution qu'il vient de remettre à la ministre en charge de la décentralisation.
Localtis, 10 janvier 2013

CSFPT : un programme déjà bien rempli pour 2013

La mise en place fin janvier 2012 du Conseil commun de la fonction publique n'a apparemment pas conduit à une réduction de l'activité du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) et de son influence, comme l'ont craint un temps ses représentants. En tout cas pas pour le moment. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, dix séances plénières du conseil supérieur ont permis l'examen d'un projet de loi, d'un projet d'ordonnance et de 60 décrets et arrêtés.
Localtis, 09 janvier 2013

DRH : le livre noir



Jean-François Amadieu
Seuil, 2013 - 235 p.
Comment se décident vraiment les embauches ? De quoi dépendent réellement les salaires et les carrières ? L'évaluation du personnel est-elle juste ? Si on écoutait les DRH, ils seraient dotés d'une boîte à outils qui permettrait, comme par enchantement, de recruter, récompenser et promouvoir les plus compétents et les plus performants des salariés. La vérité est bien éloignée de ce conte de fées et il en résulte de flagrantes injustices. Le recrutement est bien souvent irrationnel et discriminatoire : tri impitoyable des CV en fonction de la photo, de l'adresse ou du nom, tests farfelus et incursions dans la vie privée, recours fréquent à la graphologie, qui n'a pas plus de fondement scientifique que l'astrologie ou la numérologie.

DIALOGUE SOCIAL

Une avancée attendue sur les conditions de travail

Gazette des communes, n°2157, 21 janvier 2013, p. 64-65
Alors que les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des secteurs privé et hospitalier ont fêté leurs 30 ans en 2012, les fonctions publiques d'Etat et territoriale sont dotées depuis peu de ces instances.

GESTION DES EMPLOIS ET COMPÉTENCES

Minimum de traitement : 32,41 euros de plus par mois

Comme cela se fait chaque année début janvier, la ministre Marylise Lebranchu a présenté ce mercredi 9 janvier en Conseil des ministres le décret venant relever le minimum de traitement et attribuer des points d'indice majoré dans la fonction publique. Il s'agit, on le sait, d'aligner le minimum de traitement fixé par la grille régissant les rémunérations de la fonction publique sur le Smic du secteur privé, lequel a été augmenté de 0,3% le 1er janvier 2013.
Localtis, 09 janvier 2013

Au bureau comme chez soi : que change le télétravail ?

Le travail à distance peut prendre plusieurs formes : travail à domicile, sur un site distant, travail nomade ou itinérant. En cela, il a pour avantage d'ouvrir des possibilités nouvelles, en termes d'organisation du travail et de gestion du personnel. Cependant quelques points de vigilance doivent être observés car l'introduction du travail distant dans le management des structures publiques ne va pas de soi.
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 6 décembre 2012
Synthèse de l'atelier

Fonctionnaires : décrets sur le congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie

Deux décrets élargissant explicitement à la fonction publique la possibilité de bénéficier d'un congé de "solidarité familiale" pour accompagner une personne en fin de vie sont parus dimanche 20 janvier au Journal officiel. L'un concerne les fonctionnaires des trois fonctions publiques, l'autre les agents non-titulaires.
Localtis, 21 janvier 2013

Dossier individuel : la dématérialisation est en marche

Gazette des communes, n°2155, 7 janvier 2013, p. 56-57
Elaborer un dossier individuel dématérialisé pour chaque agent est autorisé depuis 2011. Certains services des ressources humaines se lancent donc dans cette démarche, dont la principale vertu est d'accompagner concrètement la déconcentration de la gestion RH.

SANTE ET SECURITÉ AU TRAVAIL

Les promesses de la qualité de vie au travail

Ce numéro permet de faire le point sur les promesses de la qualité de vie au travail : voir le travail comme créateur de valeur, renouveler le dialogue social et redonner du sens à l'organisation. Inscrit à l'agenda 2013 des partenaires sociaux, il requiert d'envisager le travail autrement, en allant au-delà de l'action corrective ou préventive. Pour une véritable métamorphose de l'entreprise autour de l'activité de travail.
Travail & changement, n° 347, janvier/février 2013

Prévention des risques psycho-sociaux : un travail de longue haleine

Dans les administrations comme dans le secteur privé, l'intensification du travail, les exigences croissantes des usagers ont contribué à une hausse des risques psycho-sociaux : stress, violences, épuisement professionnel... Dans de nombreux pays, les autorités prennent des mesures.
Perspective Gestions Publiques, n° 40, janvier 2013

C.T. innovante cherche S.I. performant pour mariage durable

Alors que les TIC sont souvent perçues comme des technologies douces, 55 % des salariés déclarent ressentir des douleurs liées au travail, dont une large part de personnes travaillant dans un bureau, face à un écran. Une nouvelle notion apparaît : le technostress. Dans les collectivités territoriales, de quelle manière les TIC modifient-elles les organisations de travail?
Entretiens territoriaux de Strasbourg, 5 décembre 2012
Synthèse de l'atelier

GESTION STATUTAIRE - RETRAITE

Polices municipales : Manuel Valls rejette les "solutions uniformes"
Le ministre de l'Intérieur a livré ses pistes de réflexions sur l'avenir des polices municipales, jeudi au Sénat. Manuel Valls se place dans la lignée du rapport sénatorial d'octobre 2012 et préfère jouer la prudence sur tous les sujets sensibles : armement, cadre d'emploi...
Localtis, 25 janvier 2013

Une circulaire fait le point sur la réforme de la filière sapeurs-pompiers
Diverses organisations syndicales ont mis en ligne sur leur site internet respectif une circulaire du 15 janvier 2013 relative à la réforme de la filière des sapeurs-pompiers professionnels. Signée par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, elle commente les décrets statutaires du 20 avril 2012 qui ont révisé l'architecture et les règles du déroulement de carrière de la filière des sapeurs-pompiers.
Localtis, 29 janvier 2013

Titularisation des contractuels : une circulaire livre de nouveaux détails
Une circulaire mise en ligne peu avant Noël vise à aider les collectivités à concevoir et mettre en place leurs dispositifs de titularisation des contractuels au regard des règles posées par la loi "Sauvadet" et son décret du 22 novembre 2012.
Localtis, 03 janvier 2013

Ouvrage



Recueil 2012 de jurisprudence administrative applicable aux agents territoriaux - Décisions de l'année 2011
CIG petite Couronne
Documentation française, décembre 2012 – 418 p.
Ce recueil présente une sélection des décisions de justice les plus significatives rendues par le Conseil d'État et les cours administratives d'appel, en matière de fonction publique territoriale ou de décisions de justice qui lui sont directement transposables. Chaque décision reproduite est classée dans l'une des onze rubriques thématiques : accès à la fonction publique ; agents non titulaires ; carrière ; cessation de fonctions ; discipline ; droits et obligations ; indisponibilité physique ; organes de la fonction publique ; positions ; procédure contentieuse, régime des actes ; rémunération.

Jurisprudence

Protection fonctionnelle - La collectivité peut, sous certaines conditions, décider de ne rembourser à son agent qu'une partie seulement des frais engagés
CAA Paris N° 10PA05964 - 2012-06-19

Le refus de titularisation au terme du stage n'a pas à être motivé et ne nécessite pas la consultation du dossier par l'agent
CAA Marseille N° 12MA00970 - 2012-10-23

Une attitude déplacée à l'égard des femmes placées sous son autorité justifie la révocation de l'intéressé, compte tenu du caractère grave et répété des faits.
CAA Nantes N° 11NT02421 - 2012-10-19

Le licenciement d'un agent est illégal en l'absence de faits précis et d'indices graves et concordants établissant une rupture d'égalité dans la passation d'un marché.
Cour administrative d'appel de Paris N° 10PA02001 - 2012-12-06

Un fonctionnaire territorial qui passe, depuis son poste de travail, des appels téléphoniques personnels ne peut être privée du droit de percevoir l'intégralité de ses rémunérations
Conseil d'État N° 329636 - 2012-10-19

Notation - Le fonctionnaire, qui a saisi la CAP en vue de la révision de sa note a possibilité de former directement un recours contentieux contre sa note
Conseil d'État N° 351024 - 2012-10-17

Suspension d'un fonctionnaire dans l'intérêt du service, dans le cadre d'une mesure conservatoire
CAA Bordeaux N° 11BX02664 - 2012-10-23

Rejet du retrait d'un avancement d'échelon accordé par erreur
Conseil d'État N° 342062 - 2013-01-07

Le bénéfice de la NBI ne peut être soumis à une condition de diplôme
Conseil d'État N° 349224 - 2013-01-22

Prorogation d'un recours contentieux par un recours administratif formé par une personne mandatée - Délais et forme du mandat
Conseil d'État N° 347929 - 2013-01-22

Conditions de requalification d'un CDD en CDI
CAA LYON N° 12LY01192 - 2012-11-06

Perte d'indépendance d'un fonctionnaire territorial à l'égard de sociétés liées par un marché public à sa collectivité employeur - Conditions de révocation
CAA Douai N° 11DA00942 - 2013-11-20

S'abonner à la Lettre d'information Management & RH

Se désabonner